



La Commune



Lettre ouverte aux militants NPA région Pays de la Loire

Régionales : le débat dans le NPA

Le NPA de la région des Pays de la Loire discute de signer un accord avec différentes organisations. Cet accord proposé par le NPA de la région Pays de la Loire est purement électoraliste, ne reprend pas les axes politiques que le CPN a pourtant votés en décembre. Pire, cet accord est en opposition avec les principes fondateurs votés en février 2009.

UNE DERIVE ELECTORALISTE DU NPA

Cela fait des mois que le NPA nationalement ne discute que des prochains accords électoraux, délaissant la campagne sur l'interdiction des licenciements qui devait être le levier de notre campagne politique de l'automne. La dérive électoraliste s'accélère localement. Alors que pendant des mois le NPA a défendu l'idée d'un accord national dans les régions, aujourd'hui des négociations continuent avec les partis du Front de gauche dans la région des Pays de la Loire. Alors que le CPN a voté des orientations politiques pour la campagne des régionales, le projet d'accord proposé par le NPA dans notre région ne comporte même pas ces orientations pourtant votées majoritairement nationalement. Pire, le NPA de la région des Pays de la Loire reprend à son compte des orientations politiques qui sont contraires aux principes fondateurs du NPA votés il y a moins d'un an. l'accord proposé est un accord électoraliste que le PS pourrait signer.

Des objectifs politiques contraires aux principes fondateurs

l'idée centrale que nous dénonçons dans le " projet d'accord " du NPA est de faire croire que les exécutifs des Conseils Régionaux pourraient porter la " mise en oeuvre " de " la transformation sociale réelle ". Au début de la discussion, il y a plusieurs mois, discuter de l'intégration des exécutifs n'était envisagé que par " choix tactique " vis-à-vis de nos partenaires : PC et PG. Aujourd'hui le NPA affirme lui-même être prêt à investir ces exécutifs des régions. C'est en complète opposition avec nos principes fondateurs.

A aucun moment le " projet d'accord " du NPA ne développe les bases de nos principes fondateurs, à savoir que la seule condition acceptable pour participer aujourd'hui à un exécutif serait des luttes radicales qui porteraient elles mêmes cette transformation sociale. Le projet d'accord parle de changer le rapport de force lors de ces élections. Nous savons que le seul rapport de force sur lequel nous pourrions nous appuyer pour imposer à la bourgeoisie cette transformation sociale ne sera jamais un rapport de force électoral mais devra être un rapport de force sur le terrain des luttes sociales. Opposé à cette analyse pourtant inscrite dans les principes fondateurs, le NPA discute maintenant du " rapport de force " pour aller aux exécutifs uniquement sur le terrain électoral, et uniquement vis-à-vis du PS.

Un programme " radical " qui se compose de mots creux

Le " projet d'accord " du NPA affirme que sa participation aux exécutifs ne pourrait se faire que sur une politique de transformation sociale. Ce texte met en préliminaire des objectifs nationaux basés sur des mesures sociales prétendument " radicales " mais tellement vagues que même la droite du PS pourrait les signer sans rougir.

Le NPA ne met plus en avant " l'interdiction des licenciements ", pourtant votée par le CPN en décembre, ou autres mesures s'attaquant à la dictature économique des actionnaires, il parle juste " d'en finir avec le chômage " comme tous les politiciens bourgeois l'affirment depuis des années.

Le NPA parle maintenant d'un " grand service public bancaire ", comme le PCF et certains du PS le défendent, en refusant de mettre l'accent sur le " contrôle de la population " ; un service public bancaire a existé en France jusqu'il y a peu et au service des actionnaires, la revendication du " contrôle " est là pour pointer que nous ne pouvons pas faire confiance au gouvernement bourgeois quel qu'il soit.

Le NPA parle maintenant de la " défense du pouvoir d'achat ", à l'image du PS, en oubliant la revendication de " 300 € pour tous " et pas de revenu en dessous de 1500 € net que le CPN a pourtant votée en décembre.

Le NPA parle maintenant du " droit à la sécurité sociale et à la retraite ", à l'image du PS, sans affirmer comme avant le retour à 37,5 annuités pour tous que le CPN a pourtant voté en décembre.

Bref, ces mesures soit disant radicales proposées par le NPA localement n'ont plus du tout la même teneur que celles discutées au CPN de décembre, elles sont maintenant à l'image de tout ce que le PS, PC, PG, Europe Ecologie affirment depuis des années : des mots creux sans réels mots d'ordre qui soient en phase avec ce que mettent en avant les travailleurs en lutte.

Des mots d'ordre régionaux en trompe l'oeil

La limite programmatique pour participer aux exécutifs des Conseil Régionaux, n'est même pas basée sur cette " véritable transformation sociale " pourtant bien vague, mais uniquement sur les mesures du programme électoral pour les régionales. Ce programme électoral proposé par le NPA ne s'écarte plus de la logique amorcée depuis des mois, celle consistant à présenter un programme destiné à être mis en oeuvre dans le cadre exclusif des compétences régionales, comme si la transformation sociale pouvait être construite à l'échelle d'un conseil régional.

Le pompon est que le NPA accepte maintenant des subventions publiques aux entreprises privées, alors que le CPN de décembre a voté " l'arrêt de toute subvention au patronat ". La précaution " sauf en cas de difficulté " ajouté de " ouverture des livres de compte " est une farce. Les livres de comptes sont déjà accessibles aujourd'hui par les CE des entreprises, de plus nous savons que ces " livres de comptes " sont sujets à toutes les truanderies possibles, comme le révèlent tous les scandales sur les fausses comptabilités de grands trusts (Enron, Huron, Madoff,... la liste des fraudes connues est longue). A l'origine, le NPA ne demandait pas " l'ouverture " mais le " contrôle des livres de comptes. ", et pas par les élus du Conseil Régional, mais par les travailleurs mobilisés. Ce n'est pas une nuance, c'est la ligne de démarcation entre les réformistes bourgeois et ceux qui se placent sincèrement du côté des travailleurs.

Un programme sans lien avec les travailleurs en lutte

Le " projet d'accord " ne reprend absolument pas l'idée centrale, que le CPN de décembre a pourtant votée : " Pour imposer ces mesures, il faut un rapport de force et oeuvrer à la convergence des luttes... nous continuerons à expliquer que seul un mouvement d'ensemble est susceptible de les imposer ". Ce ne sont pas quelques phrases collées de-ci-de-là sur " les luttes " qui changent la nature d'un programme composé de mesures réformistes qui ne sont absolument pas connectées aux revendications sociales qui émergent dans les luttes : luttes contre les licenciements, luttes pour l'augmentation des salaires. Faire un programme électoraliste creux complété de quelques vagues phrases du genre " en liaison avec les luttes ", le PC a toujours su le faire pour tromper ses militants et électeurs. Le programme du NPA est un copier-coller de cette démarche du PC que les anticapitalistes combattent depuis des années.

Une démarche qui renforce le PC et le PG

Ces conditions politiques posées par le " projet d'accord " du NPA pour pouvoir participer à des exécutifs régionaux accréditent de plus l'idée que le PG et le PC pourraient porter une telle transformation sociale dans les conseils régionaux. En effet, le NPA n'exclut sa participation à un exécutif que s'il est dominé par le PS et Europe Ecologie, et sans aucune référence à une situation sociale particulière. Comme le NPA n'envisage pas de prendre en main l'exécutif seul, cela induit implicitement que le PC et le PG pourraient porter ces politiques de " transformations sociales réelles " indépendamment de luttes. A chercher à plaire au PC et PG, le NPA apporte son crédit à une politique portée par des partis qui trahiront demain comme ils ont trahi hier.

CE QUE LE NPA AURAIT DU FAIRE

Le NPA s'est construit il y a à peine un an avec pour objectif politique " le socialisme ", affirmant que pour y arriver il faudrait " une transformation révolutionnaire de la société ". Le NPA affirme dans ses principes fondateurs : " En finir avec les crises implique d'en finir avec l'exploitation, donc avec la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange et de communication, qui en constitue la base. Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises devront passer sous le contrôle des salariés et de la population, qui en assumeront la propriété et en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique... Le socialisme, l'écosocialisme, c'est le pouvoir des travailleurs et travailleuses dans tous les domaines et à tous les échelons de la vie politique, économique et sociale... ". Notre objectif exprimé dans les principes fondateurs était clairement " l'expropriation des capitalistes " et l'avènement du " socialisme ". De ce fait, l'intervention sur le terrain électoral du NPA ne doit s'envisager que sous l'angle de ces objectifs fondamentaux.

Ce que les principes fondateurs disent des élections

Nous rapportons des extraits des principes fondateurs qui permettent de comprendre comment le NPA envisageait les élections, les élus et le changement de société.

" Il n'est pas possible de mettre l'État et les institutions actuelles au service d'une transformation politique et sociale. Ces organismes, rodés à la défense des intérêts de la bourgeoisie, doivent être renversés pour fonder de nouvelles institutions au service et sous le contrôle des travailleurs et de la population. La logique du système invalide les prétentions de le moraliser, de le réguler ou de le réformer, de l'humaniser, qu'elles soient sincères ou hypocrites. La logique du système contribue par là même à créer les conditions de son renversement, d'une transformation révolutionnaire de la société, en démontrant quotidiennement à quel point il est vrai que le bien-être, la démocratie, la paix sont incompatibles avec la propriété privée des grands moyens de production... C'est par le développement et la généralisation des luttes, des grèves généralisées et prolongées que l'on peut bloquer les attaques, imposer des revendications. C'est le rapport de forces issu de la mobilisation qui peut permettre la mise en place d'un gouvernement qui imposera des mesures radicales en rupture avec le système et engager une transformation révolutionnaire de la société. ... En finir avec le système capitaliste, suppose à la fois un bras de fer de longue durée, la force du nombre et une rupture avec l'État et les institutions dont il s'est doté, avec les institutions européennes et mondiales au service des classes dominantes... Nous participons aux élections pour défendre nos idées, pour rassembler très largement la population autour de notre programme... Nos élu-e-s refusent de cogérer le système... À l'échelle nationale, l'application d'un tel programme impliquerait la confrontation avec les classes dominantes, et exigerait une formidable mobilisation populaire, susceptible de faire émerger de nouvelles formes de pouvoir qui donneraient à un gouvernement anticapitaliste les moyens de sa politique... Une domination de classe ne peut pas être éliminée par voie de réformes. Les luttes peuvent permettre de la contenir, de lui arracher des mesures progressistes pour les classes populaires, pas de la supprimer. En 1789, la domination de la classe privilégiée de l'Ancien Régime n'a pas été abolie par des réformes. Il a fallu une révolution pour l'éliminer. Il faudra une révolution sociale pour abattre le capitalisme. "

Les élections régionales

Les élections régionales ne doivent s'envisager que de ce point de vue, c'est-à-dire de nos objectifs fondamentaux. Etre anticapitaliste, c'est affirmer qu'il faut renverser le capitalisme et mettre en place de nouvelles formes de pouvoir ; c'est donc dénoncer les institutions actuelles et ceux qui prétendent réformer le capitalisme de l'intérieur. Cela ne veut pas dire ne pas proposer d'accord lors des élections aux réformistes, mais ces accords sont inscrits dans notre démarche fondamentale de militer pour une " transformation révolutionnaire ".

Pour ces élections régionales, le NPA a eu raison de proposer des alliances avec le PC et le PG, mais il aurait aussi dû proposer sérieusement à LO, au POI et à d'autres. Cette proposition unitaire devait avant tout avoir comme base un programme politique, tenant compte de la situation sociale. C'est sur un programme en lien avec nos objectifs fondamentaux que des anticapitalistes doivent discuter avec leurs partenaires.

Un programme radical acceptable par des réformistes conséquents

Nous ne devons évidemment pas imposer " notre " programme, celui de la transformation révolutionnaire de la société, au PC et PG. Mais nous aurions dû commencer la discussion en proposant des revendications radicales que même des réformistes comme le PC et le PG devraient accepter s'ils étaient réellement préoccupés des conditions de vie des couches populaires : interdiction des licenciements, 300 € de revalorisation, ... Ces mesures réformistes radicales, dites " plan d'urgence social ", sont celles développées par Besancenot en 2007 qui ont attiré une fraction notable du monde du travail, des électeurs de " la gauche de la gauche ". Ces mesures ne sont pas en elles-mêmes " anticapitalistes " et peuvent être reprises par des réformistes conséquents. Ces mesures d'urgence sociales sont intimement liées aux luttes sociales, elles permettent de populariser dans des élections les mots d'ordre de lutte, et par là poser clairement le fait que " Pour imposer ces mesures, il faut un rapport de force ... que seul un mouvement d'ensemble est susceptible d'imposer ", et d'affirmer donc qu'aucun rapport de force électoral ne permettra d'imposer ces mesures.

Une démarche visant à convaincre les militants plus que les dirigeants

La discussion avec le PC et le PG aurait dû partir de ce " programme d'urgence sociale ". Une telle discussion programmatique menée par le NPA nous aurait permis de nous adresser, au-delà des dirigeants du PC et du PG, aux militants et sympathisants de ces partis. l'objectif dans une telle discussion n'aurait pas été de chercher à plaire aux dirigeants du PG ou du PC, mais de s'adresser, par dessus ces dirigeants, aux militants de ces partis. En effet, les objectifs politiques du " plan d'urgence social " sont à l'opposé de ceux des dirigeants du PC et du PG, qui veulent in fine gérer le capitalisme. Mais ce " plan d'urgence social " répond aux aspirations des militants de ces partis, comme le montre la popularité de Besancenot. Il répond avant tout aux aspirations des travailleurs en lutte.

Le NPA aurait pu entraîner le PC et le PG

En faisant arme égale aux européennes avec le FG, dans une situation politique et économique tendue, le NPA avait les moyens de marquer des points vis-à-vis des militants du PC et du PG à partir d'une telle démarche réellement unitaire, s'appuyant sur le programme de lutte que Besancenot a popularisé, en s'adressant à la base de ces partis. Les dirigeants du PC et du PG auraient peut-être cédé sur un tel programme sous la pression de leurs militants favorables eux à ce programme, de peur de voir le NPA attirer à lui ses militants, comme Besancenot a attiré à lui la fraction la plus radicale en 2007.

Le NPA fait depuis des mois exactement l'inverse de ce que des anticapitalistes doivent faire

A l'inverse de cette démarche unitaire pour entraîner le PC et le PG en faisant pression sur leurs bases, depuis des mois le NPA ne s'est adressé qu'aux dirigeants du PC et du PG, cherchant à scinder le FG en deux. Pour ce faire, le NPA a mis aux oubliettes " le programme d'urgence social ". Après avoir été baladé par Mélanchon, le NPA s'est retrouvé en situation d'échec qui n'a apporté qu'une image négative du NPA tellement il était évident que le NPA n'avait que des objectifs électoralistes dans ces négociations au sommet.

Le NPA dans les Pays de la Loire cède aujourd'hui sur toutes ses autres exigences pour arriver à des alliances électorales : il avait cédé sur le programme, il cède aujourd'hui sur la participation à des exécutifs. Peu importe les conditions que le NPA semble mettre pour cette participation, développer l'idée que dans le contexte actuel le NPA pourrait participer à des exécutifs régionaux légitime les directions du PC et du PG, et renforce les illusions sur le rôle potentiel des institutions bourgeoises.

UN TRISTE BILAN

Nous tirons un bilan bien négatif des gesticulations électorales du NPA. Nous refusons que le NPA localement tourne le dos aux " principes fondateurs " et à une politique réellement anticapitaliste, en accentuant la dérive électoraliste amorcée depuis juin. Si le NPA décide localement cette orientation que nous dénonçons, il renforcera par là dans ses propres rangs les illusions réformistes et électoralistes. Il renforcera les politiques de trahison du PC et PG.

Nous sommes militants du NPA pour construire un parti de masse qui ait au quotidien une ligne politique réellement anticapitaliste : militer pour l'expropriation des capitalistes, c'est-à dire militer pour une révolution sociale et politique qui seule permettra aux travailleurs d'imposer le socialisme par de nouvelles formes de pouvoir démocratique.

Le 24 décembre 2009

Premiers signataires :

Hervé (Nantes Est), Liliane (Nantes Est), Marie-Jeanne (Nantes Est), Angèle (Sud Loire), Adrien (Sud Loire), David (Fac/Lycée Nantes), Jocelyn (fac/lycée Nantes), Jules (Saint-Nazaire), François (La Roche-sur-Yon),

Voir aussi dans la catégorie France

La formation professionnelle en miettes - Première partie

Dossier du mois La loi El Khomri a mis en route le « Compte Personnel d'Activité » (CPA). Un « compte » qui aurait pu aussi bien s'appeler « Compte de Précarité Assurée », sous couvert... >>

Vers un Manifeste de La Commune

Comme l'avait déjà annoncé Marx, le capitalisme condamne des masses considérables d'êtres humains « mourir de faim dans un monde d'abondance ». Comme l'avait annoncé Jaurès : «... >>

Urgence - Hôpital

Les hôpitaux sont la proie des prédateurs au pouvoir. S'appuyant sur des lois, des décrets, des réformes de rationnement et de rentabilisation de la santé, au nom de « la maîtrise des... >>

Comment Macron et Collomb traquent les réfugiés

Une Europe qui refuse d'accueillir les réfugiés. En France, malgré les discours démagogiques de Macron les réfugiés demeurent aux yeux de tous ces politiciens le fardeau qu'ils veulent... >>

Contre Mélenchon

Contribution de Daniel Petri. Ci-dessous le sommaire et la préface. Vous pouvez retrouver l'intégralité de contribution en PDF joint. (Voir partie II) >>

La violence policière « en marche »

L'état d'urgence, reconduit à plusieurs reprises depuis deux ans, a jeté une lumière crue sur la violence policière de l'État. Les « bavures » sont nombreuses, de plus en plus graves,... >>
